

Version longue de l'interview de :

M. Solofo Andrianjafimahatra,
Président National de la Chambre d'Agriculture de (Tranoben'ny Tantsaha ou « TT ») à Madagascar

(Supplément de la « Note d'infos », n°44, décembre 2011)

Madagascar fait l'objet d'un « Focus » sur notre Note d'infos à l'occasion du lancement de son réseau national de formation agricole et rurale, FARMADA. Le pays est à l'aube de s'engager dans un grand processus de rénovation de son système de formation agricole avec l'appui du projet FORMAPROD (Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole) sous la supervision du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Lors d'une mission d'appui du réseau international FAR à FARMADA, nous avons interrogé le président de la TT le 14 octobre dernier à Tamatave.



Pourriez-vous vous présenter en quelques mots ?

J'habite aux environs d'Antananarivo. J'ai 8 ha de rizières à Tana et à Ambatondrazaka qui est à 370 km de Tana et il y a sept mois, je me suis lancé dans l'élevage de 150 poules pondeuses.

Je suis président de la Fédération des associations des usagers de la plaine d'Antananarivo. Nous disposons de 2.500 hectares répartis sur douze secteurs avec 34 associations d'usagers de l'eau. Grâce à l'irrigation, nous sommes passés de 1,5 t de paddy à l'ha dans les années 2000 à 5 t de nos jours, ce qui est à signaler car à l'échelle du pays les rendements rizicoles stagnent depuis trente ans. Je préside également un Groupe de Travail pour le Développement Rural (GTDR) qui réunit les acteurs du développement rural dans chacune des 22 régions du pays.

Enfin, je suis Président National de la Chambre d'Agriculture et j'ai été Député au parlement de 2008 jusqu'à sa dissolution en mars 2009.

Quand la TT a-t-elle été créée et pour quelles raisons ?

J'ai remarqué que les paysans qui viennent à la capitale pour chercher des informations dans les administrations publiques doivent se rendre dans plusieurs endroits et ne trouvent pas toujours d'interlocuteurs qui puissent leur apporter de réponses. J'ai proposé en 2002 au Président de la République d'alors qu'on ait un

lieu unique, une « grande maison » destinée uniquement aux paysans. C'est ce que signifie le nom malgache « Tranoben'ny Tantsaha » et nous l'avons traduit par Chambre d'Agriculture en français.

La TT a pour but de représenter et servir tous les agriculteurs malgaches, sans exception. Nous travaillons en étroite collaboration avec les cinq grandes organisations paysannes (OP) faitières malgaches qui existent et qui siègent en tant que Conseillers au bureau de la TT.

Nous sommes un établissement public à caractère administratif et nous souhaitons passer en établissement public à caractère professionnel. Nous avons un plan de relance sur trois ans qui devrait nous permettre d'être financièrement indépendants.





Pour cela, nous avons proposé au gouvernement un projet de loi afin que nous jouissions d'une subvention de l'Etat par le biais de la ristourne agricole qui est appliquée dans les régions à hauteur de 2 à 3 % du prix des produits agricoles achetés par les commerçants. Nous proposons aussi que les produits agricoles exportés et importés soient taxés de 1 % ; c'est le « centime additionnel » afin de nous appuyer financièrement.

Enfin, notre troisième objectif est la définition de notre métier et la reconnaissance de notre statut : un paysan est celui qui travaille dans l'agriculture, l'élevage et la pêche à plein temps et qui aura une carte professionnelle de producteur. Grâce à tous ces apports financiers, plus le financement initial de notre projet par le gouvernement, la TT aura son propre budget et pourra défendre les intérêts des producteurs agricoles.

Quelles sont les activités de la TT ?

Nos objectifs sont multiples : améliorer le niveau de vie des paysans, développer les organisations de collecte des produits agricoles, renforcer les organisations paysannes, participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de développement agricole, et enfin, défendre les intérêts des producteurs agricoles.

Nous souhaitons pour cela réunir 100 % des paysans.

Quant à la difficulté des agriculteurs d'obtenir des informations dont je vous ai parlé, notre but est d'améliorer les services de proximité car nous ne sommes pas satisfaits des services rendus.

Par exemple, les Centres de Services agricoles (CSA) ont obtenu un gros budget pour leur installation mais il faut ensuite que les paysans paient les CSA quand ils veulent obtenir de l'aide. Mais cela ne fonctionne pas car les paysans n'ont pas les moyens de donner une participation financière. Pourtant, certains paysans voudraient être formés sur la gestion de l'eau, d'autres sur le système de riziculture améliorée (SRA) ou repiquage de plants de riz âgés de 8 à 20 jours, etc.



Souhaiter regrouper tous les paysans, n'est-ce pas prendre le risque que des conflits émergent au sein de la TT ?

Non puisqu'il existe déjà depuis 2002 850 Chambres d'Agricultures communales, chacune réunissant de 7 à 10 quartiers ou villages, 116 Chambres d'Agriculture de District et 22 Chambres d'Agricultures Régionales et qui sont complémentaires de la Chambre de Commerce. Et nous faisons donc en sorte que toutes les OP et les OP faïtières participent également à la gestion nationale de la TT.

La formation des agriculteurs fait-elle partie des priorités de la TT ? Pouvez-vous nous donner des exemples de formation ?

Pour avoir des producteurs performants, il est primordial de les former ainsi que d'apporter des innovations, par exemple dans la mise en œuvre des projets ; d'où la nécessité que les bénéficiaires soient partie prenante à leur évaluation. Cela devrait changer les pratiques de mise en œuvre des activités en général et de celles de la formation en particulier. Et c'est pourquoi la Chambre d'Agriculture a initié ses membres au mécanisme de suivi évaluation.

Je vais vous donner un exemple précis de ce qu'il faudrait améliorer : une OP faïtières a organisé récemment deux jours d'atelier pour informer et communiquer sur la production et le marché de la pomme de terre. Une quarantaine de personnes y ont participé. Mais nous avons déjà eu une formation identique dans notre district il y a deux ans ! Et les personnes qui avaient le projet de cette culture s'étaient déjà lancées avec succès.

A mon opinion, il est indispensable *primo*, que les OP proposent les formations aux producteurs au lieu de laisser reproduire une formation qui a déjà eu lieu et de payer les formateurs plusieurs fois ; *secundo*, d'instaurer une structure d'évaluation des formations par les OP qui devraient pouvoir donner leur avis sur l'objectif des formations et participer à leur évaluation ; *tertio*, que les formations soient accompagnées de mesures de développement (disponibilité d'engrais et semences, suivi technique, soutien aux prix...).

*Interview par Igor Besson à Tamatave, octobre 2011
Transcrit par Evelyne Galtier et Igor Besson*



Photographies : © Igor Besson